



DÉVELOPPER LES CAPACITÉS POUR L'INTÉGRATION DE LA NUTRITION ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ANALYSE DE FICHES DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES AU SAHEL ET DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Lutter efficacement contre la malnutrition requiert une approche intégrée et multisectorielle afin de s'attaquer simultanément aux différentes causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition. Cependant, cette intégration entre différents secteurs pertinents pour la malnutrition reste insuffisamment pratiquée dans les programmes, et les leçons apprises et bonnes pratiques insuffisamment partagées. Dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour une meilleure intégration des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition¹, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) a sollicité les organisations humanitaires travaillant en particulier en Afrique de l'ouest et au Sahel (Tchad, Burkina Faso, Niger, Mali), et dans la Corne de l'Afrique (Kenya, Somalie, Sud-Soudan, Ethiopie), afin qu'elles partagent leurs expériences et leçons apprises sur la mise en place de programmes intégrés, en s'intéressant plus spécifiquement à l'intégration entre la nutrition et la sécurité alimentaire. Les expériences ont été collectées de février à juillet 2014, en proposant aux organisations de compléter un modèle de fiche de partage d'expériences (Annexe 1). 37 fiches ont été reçues et analysées, dont une majorité de programmes (25) mis en œuvre au Sahel et en Afrique de l'ouest, 9 dans la Corne de l'Afrique, et 3 dans d'autres pays d'Afrique (Rwanda, Malawi et République Démocratique du Congo (RDC)), et pour plus de 80% en milieu rural² (Annexes 2 et 3). La durée des programmes s'étend de 4 à 120 mois, avec une moyenne se situant autour de deux

ans. Cette durée relativement courte s'explique par le choix de s'intéresser plus spécifiquement aux expériences dans les programmes humanitaires et de renforcement de la résilience.

Une analyse de ces leçons apprises et bonnes pratiques a été réalisée en se basant uniquement sur les informations contenues dans ces fiches. Ce document présente ainsi la synthèse des barrières et leviers possibles - comme identifiés par les professionnels, pour maximiser les résultats et les impacts sur la nutrition à partir des projets de sécurité alimentaire revus. Il propose en particulier un focus sur les activités agricoles et de maraîchage, les programmes de transfert monétaire, et sur les questions transversales de redevabilité et de genre.

LEÇONS APPRISES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE QUELQUES ACTIVITÉS 'PHARES'

Activités agricoles et de maraîchage

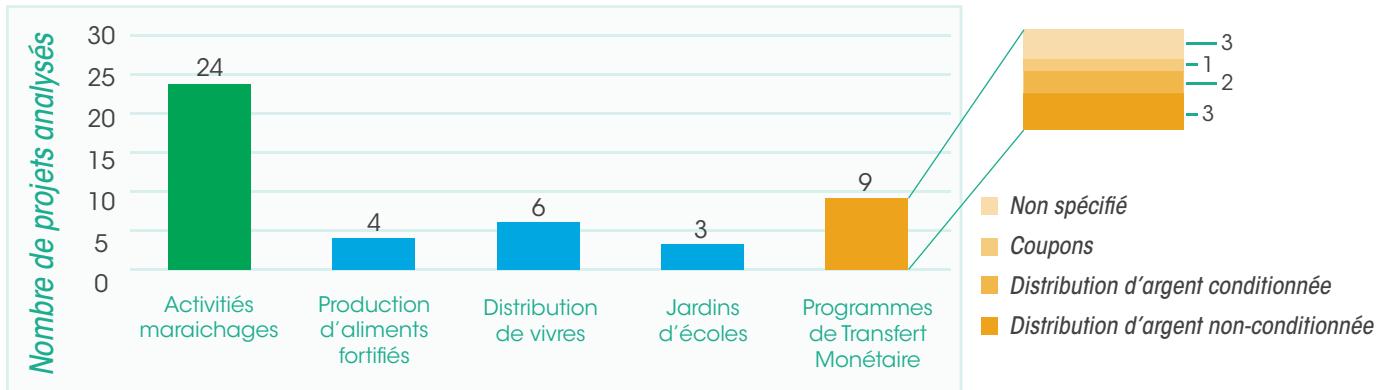
La promotion et le soutien aux activités de maraîchage sont des activités largement prédominantes dans les programmes analysés (deux tiers des projets incluent ces activités), une activité complémentaire pouvant être la production d'aliments transformés ou l'installation de jardins potagers au sein des écoles.

Ces activités permettent une **intégration efficace des activités** santé/nutrition et sécurité alimentaire/moyens d'existence, en apportant à la fois une source de revenus aux ménages et une diversification alimentaire, ce qui contribue ainsi à la prévention de la malnutrition.

¹Projet financé par ECHO et mis en œuvre par la FAO dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et au niveau mondial.

²Toutes les fiches de partage d'expérience sont disponibles sur le site du projet : www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/volets-du-projet/nutrition/best-practices/fr/

Figure 1: Répartition des projets analysés selon le type d'activité mis en œuvre



Ces activités peuvent cibler **différentes catégories de personnes** : des jardins potagers destinés aux enfants dans les écoles, des cultures maraîchères de semences améliorées plus ciblées pour les hommes, des jardins familiaux ou collectifs tenus par des groupements de femmes. Elles permettent en cela d'impliquer tous les membres d'une cellule familiale.

Promouvoir et habiliter les communautés à cultiver des légumes et des racines à travers la mise en place de jardins irrigués communautaires féminins ou mixtes a contribué à la réussite d'un programme mené par la Croix Rouge Nigérienne. Ce projet, toujours en cours, permet d'augmenter les revenus au niveau du ménage, d'améliorer la situation nutritionnelle de la communauté mais la réussite s'illustre également par le renforcement de la cohésion sociale.

La plupart des programmes analysés mettent l'accent sur les éléments suivants :

- choisir judicieusement **les cultures à promouvoir** : analyser les coutumes et pratiques locales et favoriser les semences et plants à haute valeur nutritive parmi les cultures possibles, en fonction des carences locales en micro-nutriments et des résultats de l'analyse des coutumes et pratiques locales.
- Privilégier **la combinaison de cultures** à cycle court et facilement exploitables qui motiveront les bénéficiaires avec des cultures à cycle plus long mais meilleures d'un point de vue nutritionnel.
- Assurer une formation théorique et pratique sur les techniques culturales et la nutrition afin d'assurer ou de **maximiser l'impact nutritionnel**

des activités mises en place. Par exemple, formation sur les valeurs nutritives des cultures mises en place et démonstrations culinaires pour maintenir la qualité des produits lors de la préparation et la conservation des aliments.

- Garantir un **environnement propice** au bon fonctionnement et à la pérennisation des activités de maraîchage : prendre en compte les problèmes fonciers et d'accès à la terre cultivable pour les ménages les plus pauvres; intégrer la composante Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) afin que l'irrigation des terres soit possible et que des sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiène puissent également être réalisées; apporter des solutions pour lutter contre la divagation des animaux, qui est une des principales causes de dégâts des cultures dans les pays du Sahel.

Mise en place d'Unités de Production (UP)

Certains programmes appuient la fabrication de produits enrichis localement, telles que les farines. Les pistes d'améliorations pour ce type d'initiatives incluent de :

- prévoir **un temps suffisant** (ce qui est rarement le cas dans les programmes revus) pour l'installation de ces unités de production et la formation technique des futurs employés, mais également pour former les personnes pilotant les unités sur la gestion financière.
- Instaurer des **partenariats** avec les structures publiques et secteurs privés locaux pour l'écoulement de farines infantiles par exemple (commercialisation ou distribution dans les centres de santé, dans les écoles).

- Apporter une meilleure attention au prix de vente du produit afin qu'il ne déstructure pas le marché et soit accessible au public visé.
- Assurer **l'accès aux marchés et développer les opportunités de commercialisation** des farines afin que les petits producteurs puissent avoir un avantage comparatif à produire (Par exemple, contrat de production, Organisation féminine de producteurs).

Programmes de transfert monétaire (PTM)

Les programmes de transferts monétaires sont également bien représentés avec 25% des projets étudiés qui comprennent une composante de transfert selon diverses modalités de distribution (distribution d'argent et/ou de coupons alimentaires; distributions conditionnées (pour la plus grande partie des fiches) et/ou distributions non-conditionnées).

Les expériences soulignent l'intérêt de :

- conditionner, en temps de crise aigüe notamment, la distribution d'argent à la participation des bénéficiaires à des séances de sensibilisation nutritionnelle et/ou de démonstration culinaires. Ceci encourage les ménages à orienter l'utilisation des ressources vers l'amélioration de leur alimentation.
- Privilégier **les femmes** en tant que personnes qui reçoivent l'argent ou le coupon puisqu'elles sont «garantes» de l'état nutritionnel des enfants et plus «prédisposées» à diriger leur utilisation vers le bien-être des enfants et membres du foyer.

Un accent pourrait également être davantage mis sur :

- l'utilisation des PTM pour favoriser la production d'actifs productifs dans le secteur de l'agriculture et/ou de l'hygiène et de l'assainissement,
- La **combinaison de différentes modalités** (distribution d'argent et/ou vivres et/ou coupons conditionnée (argent contre travail) et/ou non-conditionnée) de manière à répondre au mieux aux besoins nutritionnels en fonction du calendrier d'activités des bénéficiaires.

DEUX FACTEURS CLÉS DE SUCCÈS TRÈS FRÉQUEMMENT CITÉS

Lever les tabous et changer les pratiques inadaptées de nutrition et de soins aux enfants par des actions d'éducation, d'information et de communication s'adressant à tous les membres de la communauté et des ménages.

Dans la moitié des projets étudiés, les actions de **sensibilisation à la nutrition** sont citées comme facteur de succès pour les programmes intégrés. Les tabous sur l'alimentation, l'existence d'habitudes et de croyances traditionnelles de soins et d'alimentation qui vont à l'encontre des pratiques recommandées pour une bonne nutrition, ou encore la structure sociale et hiérarchique au sein de la communauté sont des barrières majeures identifiées par les acteurs dans la mise en œuvre de leurs programmes. L'éducation nutritionnelle doit ainsi être axée sur **les barrières culturelles** à lever afin d'induire un changement de comportement au sein de la communauté. Le contenu des sessions de sensibilisation doit être adapté en fonction des principales barrières identifiées dans un contexte donné. Les thèmes abordés comprennent en général des **notions de base** comme l'importance des pratiques d'hygiène, la reconnaissance des signes de la malnutrition, la valeur nutritive des aliments, ainsi que des éléments plus spécifiques en lien avec le projet mis en œuvre comme des sessions sur les mesures anthropométriques des enfants dans le cas de programmes comprenant une composante de dépistage communautaire de la malnutrition, sur les valeurs nutritionnelles des semences distribuées ou encore des denrées produites dans le cadre de tel ou tel programme. Les **séances de démonstrations** se révèlent être particulièrement efficaces pour sensibiliser les femmes aux pratiques alimentaires plus saines (montrant notamment comment utiliser les produits récoltés ou transformés localement) ou à de meilleurs soins aux enfants.

Dans la province de Bandundu en République Démocratique du Congo, les croyances et tabous locaux ont été identifiés comme étant la principale cause de la maladie du konzo. ACF a mis en place un programme multisectoriel incluant une composante d'éducation et formation nutritionnelle. Au début du projet, 74% de la population interrogée attribuait la maladie à des causes métaphysiques; à l'évaluation finale, 88% citaient correctement les causes du konzo liées à l'alimentation.

Cette sensibilisation doit être continue et concerner **tous les membres de la communauté**, sans se limiter aux bénéficiaires directs du projet, qui sont la plupart du temps les femmes et enfants.

En effet, l'implication des personnes influentes du village telles que les chefs, guérisseurs ou responsables religieux est essentiel afin que, d'une part, le programme soit accepté par la communauté, mais aussi pour qu'il jouisse d'une certaine légitimité nécessaire à son efficacité.

De même, les tradipraticiens, les grands-mères et les maris ont souvent un poids important dans la vie et les prises de décisions d'un ménage (santé, alimentation, soins aux enfants, dépenses), il faut donc s'assurer de les inclure aussi.

Si l'évolution des connaissances est rapidement mesurable, il est clair que le changement de comportement est un processus lent qui nécessite une sensibilisation continue et ce sur une période de temps longue. Etant donné la courte durée de la plupart des programmes humanitaires étudiés, il est rare d'atteindre ce changement. Les effets directs des actions de sensibilisation sont donc parfois difficilement observables.

Travailler en partenariat

La réelle réussite d'un programme intégré ne peut avoir lieu sans **multi-partenariat**, comme l'indique plus de trois quart des expériences revues. Les causes de la malnutrition sont multiples et résoudre ce problème doit donc passer par des mécanismes et des expertises techniques variés et complémentaires, commençant par un système

de ciblage conjoint entre organisations partenaires. Par multi-partenariat, il faut alors entendre collaboration de professionnels de différents types d'organisations d'un même secteur (ONG, structures publiques, secteur privé...) mais surtout collaboration entre acteurs de secteurs différents. Les plus représentés sont ceux de l'agriculture et de la santé, mais d'autres sont tout aussi pertinents comme celui de l'éducation, du commerce ou encore de la protection sociale.

Au Tchad, la collaboration entre IRC et Oxfam dans une même zone leur a permis : i) de s'appuyer sur les mêmes relais communautaires dans leurs différents programmes; ii) d'harmoniser leurs outils de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle et de s'entendre sur une liste de thèmes à aborder avec les groupes cibles; iii) d'avoir une stratégie de ciblage conjointe : le dépistage des enfants est assuré par l'équipe Oxfam qui réfère les enfants malnutris vers les centres de prise en charge de la malnutrition tenus par IRC.

Assurer **l'engagement du gouvernement** est un facteur clé de la durabilité des programmes. Des exemples de politiques publiques bénéfiques incluent la promotion des farines infantiles fortifiées, le développement de centres de santé ou encore l'intégration des notions de base de nutrition dans le cursus scolaire.

Au Burkina Faso, ACF a participé à un projet multi-acteurs permettant de réduire l'insécurité alimentaire dans deux provinces du pays. Au niveau local, la mairie s'est impliquée dans le ciblage et la mobilisation sociale. Un fort partenariat avec le GRET, qui supportait la mise en œuvre d'unités de production de farine, a permis la formation des équipes du GRET par celles d'ACF sur le dépistage des enfants et les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Enfin, au niveau national, un cadre commun regroupant toutes les ONG ayant été financées par ECHO a été mis en place afin d'harmoniser les approches, indicateurs et système de suivi.

FOCUS SUR LA REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Un des éléments sur lequel s'est particulièrement intéressée cette analyse est la question de la redevabilité. La très grande majorité des programmes revus insiste sur la nécessité de prendre en compte la question de la redevabilité vis-à-vis des communautés et **d'impliquer la communauté à toutes les étapes du cycle de projet** : analyse de la situation, conception et mise en œuvre, suivi et évaluation, et ceci notamment en adoptant **une approche communautaire participative**.

En effet, il est important que les ménages et la communauté prennent part aux activités, non seulement en tant que bénéficiaires, mais en tant qu'acteurs du projet.

Des fiches analysées ressortent les bonnes pratiques suivantes afin d'améliorer la prise en compte de la redevabilité dans les programmes :

Dans la conception et la mise en œuvre du projet :

- s'assurer d'avoir une **compréhension approfondie** du fonctionnement de la communauté ainsi que de son environnement afin de concevoir des activités appropriées et justifiées en termes de périodes et modalités de mises en œuvre.
- Ceci implique aussi de réaliser des **diagnostics participatifs**, impliquant la communauté dans l'identification des besoins et des bénéficiaires (par exemple, pour l'identification des ménages pauvres et très pauvres).

Dans la conception et la mise en œuvre du projet :

- consulter les communautés pour la définition **des activités** : quels acteurs nationaux doivent être impliqués? Quels aliments et plantes sont consommés et préférés? Quels sont les moments propices pour la mise en œuvre des activités? etc.
- Pour le ciblage des bénéficiaires, **établir des comités de ciblage** en prenant garde à ce que tous les groupes de bénéficiaires potentiels

soient représentés et que les mécanismes de hiérarchie et de structure sociale aient été bien compris et pris en compte par l'équipe du projet.

- Mener une **bonne campagne d'information** afin que tous soient au courant du lancement du projet et de la manière dont les activités vont se dérouler.
- **Donner le leadership** de certaines activités à un comité communautaire représentatif et reconnu de toutes les catégories socio-économiques et des différents groupes ethniques et religieux.
- Former des **groupes de volontaires** afin qu'ils puissent à leur tour réaliser des activités de formation au sein de leurs villages. Ces relais communautaires doivent être munis d'outils de suivi simples afin de pouvoir garantir une bonne appropriation et la pérennité des actions entreprises.

Dans le suivi et l'évaluation du projet :

- assurer **un double flux d'informations** : d'une part, l'organisation en charge du programme fournit des informations aux bénéficiaires quant aux résultats des activités mises en place; d'autre part, les bénéficiaires donnent également leurs commentaires et ressentis sur les interventions.

En effet, partager les informations et être transparent avec les communautés, au sein de l'organisation et avec les bailleurs, est un aspect clé d'une bonne prise en compte de la redevabilité. Dans beaucoup de projets, cela se traduit par **la mise en place d'un mécanisme de gestion de plaintes**. Le plus souvent, des **comités de plaintes** ou relais communautaires sont créés et ont pour rôle de faire remonter les informations de la communauté vers l'équipe du projet. D'autres mécanismes peuvent être aussi utilisés comme la mise en place d'un **numéro vert dédié**, l'organisation d'entretiens réguliers avec les bénéficiaires ou **les groupes cibles**, **la conduite d'enquêtes** ou d'auto-évaluations participatives. Dans la conception de ces mécanismes de gestion de plaintes, il faudra s'assurer que leurs rôles soient bien

compris et qu'ils soient accessibles à tous. Ceci implique, entre autres, d'apporter une attention particulière à la représentativité du comité de plaintes, à maintenir une sensibilisation continue tout au long du projet sur le rôle des mécanismes de plainte, à l'utilisation de **la langue locale** pour communiquer avec les communautés (par exemple, le réceptionniste de la ligne téléphonique doit parler la langue locale) et à la confidentialité des informations transmises par le plaignant.

Le programme EjoHaza mené par Global villages et Save the Children au Rwanda a adopté une réponse basée sur les besoins spécifiques de chaque bénéficiaire (individu ou famille) plutôt que de proposer un pack « type » d'interventions et de services. Ceci optimise l'utilisation des ressources pour maximiser les impacts sur l'état de bien-être général des populations. La participation aux activités mises en place se fait sur une base de volontariat ; parallèlement, les relais communautaires sont responsables des formations de groupe et de l'éducation nutritionnelle.

Enfin, prendre en compte la redevabilité de façon efficace et pertinente appelle à **une budgétisation propre** pour soutenir ces activités spécifiques comme les mécanismes de plaintes ou des traductions en langue locale, des formations et du matériel de communication, mais aussi afin de permettre de couvrir d'autres coûts comme par exemple le transport et l'organisation de réunions avec les bénéficiaires et les membres de la communautés.

Dans un projet de CARE mis en place au Tchad, les hommes et femmes étaient impliqués activement dans le processus d'identification des bénéficiaires et des besoins via des comités villageois d'identification. Ils ont été aussi mis à contribution pour le suivi et l'évaluation du projet : un mécanisme de gestion des plaintes a été installé via les sentinelles villageoises. Les chefs locaux ont participé aussi au suivi des processus de distribution des transferts monétaires et des supplémentations Plumpydoz.

NE PAS NUIRE À LA NUTRITION

Cette partie aborde les effets involontaires et/ou impacts négatifs que la mise en œuvre d'un projet de sécurité alimentaire ou de certaines de ses activités peut avoir sur le statut nutritionnel des populations, et les actions possibles pour éviter ou limiter ces impacts négatifs.

Charge de travail des femmes

Un des aspects importants soulignés dans les projets revus est le risque que pourrait représenter **une charge de travail supplémentaire pour les femmes**, en raison de leur implication dans les activités du programme. Ceci pourrait avoir des impacts négatifs à terme sur la nutrition en réduisant le temps des femmes accordé aux soins aux enfants par exemple. La plupart des programmes portent ainsi une attention particulière à **la répartition du temps de travail** entre les différentes tâches des femmes : soins aux enfants, entretien de la maison, activités génératrices de revenus, implication dans les activités du programme.

Des pratiques pour contrebalancer ce problème incluent des actions spécifiques comme, par exemple, la mise en place de garderies pour prendre en charge les enfants lors des activités des mères ou de technologies limitant le temps et la pénibilité de travail des femmes. Il est à souligner qu'un préalable à cela est de collecter, lors de la phase d'analyse de la situation, des informations sur le calendrier de travail des femmes et la répartition des tâches sur l'année, en même temps que sur les calendriers culturels et les traditions de la communauté.

Utilisation des ressources

Un autre exemple cité comme effet négatif potentiel est la mauvaise utilisation de l'argent généré via les activités du projet (comme par exemple dans un projet incluant des activités génératrices de revenus). Là encore, le rôle de la sensibilisation est clé afin d'assurer que l'apport financier supplémentaire soit dirigé vers les soins aux enfants ou à la couverture des besoins de base tels que les besoins alimentaires du ménage.

ZOOM SUR LA QUESTION DU GENRE

L'inégalité hommes/femmes est encore très présente dans les sociétés africaines, et ce phénomène a un impact fort sur l'état nutritionnel des populations : une inégalité de genre plus importante est associée avec un taux de sous-nutrition plus élevé (Mucha, 2012). Les inégalités de genre peuvent influencer négativement la production agricole, l'alimentation et la nutrition si par exemple les femmes, garantes de la nutrition des ménages, n'ont pas **accès aux revenus familiaux** ou autres ressources (terres, crédits...) ou encore n'ont pas de **pouvoir décisionnel** quant à leur utilisation et répartition pour les besoins essentiels du ménage. La conception et la mise en œuvre d'activités sensibles au genre sont des éléments clés d'un programme de lutte efficace contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

L'analyse des différentes expériences a permis d'identifier plusieurs bonnes pratiques concernant la prise en compte des femmes dans les programmes :

- 56% des programmes **ciblent les femmes** en tant que bénéficiaires, soit spécifiquement les femmes enceintes et allaitantes (60 % des cas), soit les femmes chefs de familles, veuves ou célibataires (20%) ou en leur accordant la priorité par rapport aux hommes (20%).
- La **représentativité des femmes** dans les activités proposées (unité de production ou de transformation alimentaire par exemple) et dans les différents comités communautaires (ciblage, pilotage, plaintes...) est assurée par l'établissement de quotas à atteindre et fixés lors de la conception du projet.
- Par ailleurs, pour **renforcer leur rôle et leur implication dans la communauté**, les femmes sont parfois les seules personnes du ménage autorisées à recevoir les ressources distribuées (transferts monétaires, kits, nourriture...). Ceci permet également de s'assurer que ce qui est distribué atteindra bien son but (i.e. l'amélioration de l'état nutritionnel de l'enfant et du ménage). Elles peuvent également être mises à contribution lors du déroulement des

actions, comme par exemple être chargées des distributions des coupons ou des denrées. Ainsi, l'importance de prendre en compte le rôle particulier des femmes semble bien établie dans les stratégies des différentes institutions et organisations, mais cela a tendance à faire passer le rôle des hommes au second plan. Il est pourtant crucial qu'ils soient également impliqués dans le déroulement du projet afin que les changements de comportement et d'habitudes nécessaires pour résoudre les problèmes de malnutrition de façon durable soient acceptés et soutenus par tous dans la communauté. Aussi, les actions suivantes doivent être entreprises pour intégrer de façon complète la question du genre :

- **prévoir de sensibiliser les hommes** sur les problèmes de malnutrition et sur le programme, et cela avant même la mise en place des activités. Les moyens et contenus utilisés en termes de communication et sensibilisation doivent être adaptés à la cible masculine.
- Inclure des interventions spécifiquement tournées vers **les hommes**, et d'autres vers les femmes, considérant leurs rôles, leurs besoins respectifs et leurs aptitudes. Dans les activités proposées par exemple, la production agricole est souvent plus orientée vers les hommes, et la transformation ou les jardins familiaux vers les femmes.

Moins de la moitié des projets font part de l'implication des hommes dans les interventions. Pourtant, les organisations ayant correctement intégré le rôle des hommes dans leurs programmes soulignent de nombreux impacts positifs.

Dans un projet d'un an mené par ACF au Kenya, des groupes d'entraide et de discussions autour de nouvelles activités génératrices de revenus pour les mères étaient mis en place. Parallèlement, les hommes - bénéficiaires indirects - ont reçu des sessions de sensibilisation sur le rôle et les fonctions de ces groupes. Les femmes étaient alors « autorisées » et encouragées à participer aux activités du projet et les pères ont beaucoup apprécié le nouveau rôle des femmes dans la communauté.

Intégration des programmes de Sécurité Alimentaire et de Nutrition Pour les interventions d'urgence et de renforcement de la résilience



Fiche de partage d'expériences

Le modèle de fiche suivant sert à rassembler des exemples d'études de cas ou de bonnes pratiques sur les projets, les programmes ou les initiatives qui visent à mieux intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition (en termes d'analyse de la situation, analyse de la réponse, conception du projet, surveillance et évaluation, évaluation de l'impact, coordination, etc.) avec un accent particulier sur les leçons apprises. Les études de cas et les bonnes pratiques seront utilisées au cours des événements de formation pour partager des expériences et organisé dans le cadre du projet FAO de renforcement des capacités pour une meilleure intégration des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.



Pour d'autres questions, s'il vous plaît, contacter :

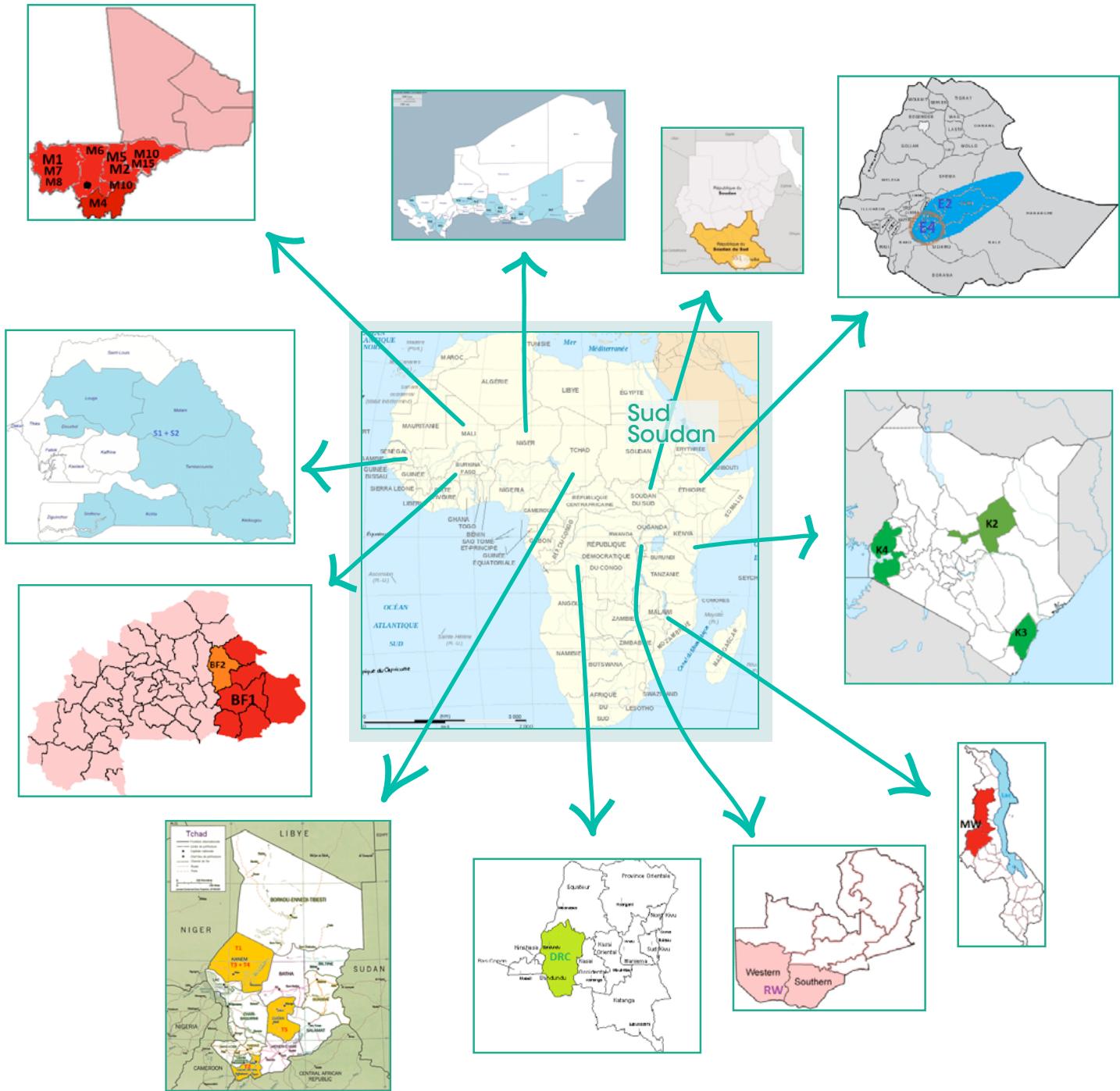
Angela KIMANI: angela.kimani@fao.org

Domitille KAUFFMANN: domitille.kauffmann@fao.org

Nom de la bonne pratique ou du pack de bonnes pratiques	
Titre du projet et (Bailleur)	
Durée du projet : nb de mois (périodes de Début et fin)	
Localisation : Pays, Région, Départements	
Couverture géographique : Nb de départements/ communes et Villages	
Nombre de ménages : Activités et Groupes Ciblés/ (nombre de Femmes, enfants de ≤ 5 ans,	
Type de Ciblage	
Contexte de l'action : Humanitaire (Urgence, Réhabilitation, autres ?), Développement, Résilience	
Type de contexte (urbain, rural agricole, agro-pastoral, pastoral, mixte)	
Secteur principal d'intervention du projet	

Autres Sous-secteurs	
Objectifs Nutritionnels visés (précisez si inclus dans le cadre logique)	
Principales contraintes de SA et Nutrition identifiées et visées que le projet cherche à améliorer	
Etapes méthodologiques clés de mise en œuvre (et lien hypertexte vers les outils utilisés)	
Outils/méthodologies spécifiques développés	
Suivi-évaluation : indicateurs « nutrition sensible » utilisés, cibles et processus de mesure (existence d'une base line?)	
Principaux résultats techniques SA/Nutet impacts ou effets au niveau des ménages via cette bonne pratique (en lien avec les indicateurs nutrition sensible)	
Leçons apprises en termes d'intégration SA-Nut : Forces/atouts (+): Faiblesses/contraintes/ difficultés (-) Ce qui ne marche pas ou mal (!):	+ + + - - - ! !
Priorités d'améliorations éventuelles pour impacter encore davantage la Nutrition et/ ou la prévention de la MAG	
Messages clés à communiquer concernant l'intégration SA – Nut (et/ou prévention de la malnutrition)	
Recommandations pour une mise à l'échelle	
Contacts (Nom, email)	

ANNEXE 2 : DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES FICHES DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES ANALYSÉES



ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS ANALYSÉS

PAYS	TITRE DU PROJET	ORGANISATION
Éthiopie	Farmers' Participatory Training on the Production of High Quality Protein and Drought Tolerant Maize: Experience of farmer field school (FFS) in Jeju ADP, Ethiopia	World Vision
Éthiopie	<i>Targeted Supplementary Food Programme</i>	<i>Ministry of Health (MOH), Disaster Risk Management Food Security Sector (DRMFSS), WFP and UNICEF</i>
Éthiopie	Creating resilience through integrated multi-sectoral approach in emergency prone areas of Wolayta zone, SNNPR region	International Medical Corps- Ethiop
Kenya	Reconciling agriculture and nutrition: Case study on agricultural policies and nutrition in Kenya	ACF
Kenya	Improving nutrition outcomes through linking High Impact Nutrition Interventions (HiNi) beneficiaries to food security and livelihoods interventions	ACF
Kenya	Magarini Integrated Livelihood Project	Kenya Red Cross Society, Finnish Red Cross – Kenya
Kenya	<i>Aphiaplus Western And Nyanza</i>	<i>World Vision In A Consortium With Path (Lead), Egpaf, Jhphiego, Broadreach</i>
Kenya	NjaaMarufuku Kenya Project (NMK)	Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries (MOALF) Kenya
Rwanda	Integrated Improved Livelihoods Programme (IILP) of EjoHeza-Rwanda	Global Villages (Formerly CHF), Save the Children, FEG Consulting, Agland Investment Service Consulting Inc, Local partners
Soudan du Sud	Food security and livelihood diversification	ZOA – South-Sudan
République Démocratique du Congo	Impact of cross sectoral approach to addressing Konzo in DRC	ACF
Burkina Faso	Appui à la mise en place d'un réseau de petites entreprises qui produisent des aliments fortifiées (UE, Unicef, ECHO, USAID, CRS) en partenariat avec ACF et HKI	GRET

PAYS	TITRE DU PROJET	ORGANISATION
Burkina Faso	Programme Echo soudure	ACF
Tchad	“Improving the resilience of chronically food and nutrition insecure households in Nokou, Kanem Region”	FAO
Tchad	Mise en place d'un foyer communautaire de récupération nutritionnelle	World Vision Suisse
Tchad	Relèvement des ménages affectés par la crise alimentaire 2012	ACF
Tchad	Prévention et prise en charge de l'insécurité nutritionnelle dans la Région du Kanem	ACF
Tchad	Soutien alimentaire aux ménages à risque ou affectés par la malnutrition et l'insécurité alimentaire suite à la mauvaise campagne 2011-2012 dans le Nord Guéra.	Oxfam
Niger	Food Security and Livelihoods: From Recovery to Resilience	ACF
Niger	Programme d'amélioration de la Sécurité Alimentaire et des moyens d'existences des populations affectées par les catastrophes et les crises alimentaires (DFID, Croix-Rouge Suédoise, Croix-Rouge Norvégienne, Croix-Rouge du Japon,...)	Croix Rouge
Niger	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire des Ménages « Tanadin Abincinlyali » PASAM-TAI	CRS
Niger	Appui au Développement de la Viande Déshydratée du Niger Phase expérimentale	CESAO
Niger	Projet d'appui aux populations vulnérables en période de soudure pour prévenir la malnutrition	Alliance de 5 ONGI au Niger: ACF, Acted, Concern, Oxfam, Save The Children
Mali	Renforcement des capacités de résilience des ménages les plus affectés par la crise alimentaire dans les régions de Kayaes et Koulikoro au Mali	ACF
Mali	Appui à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition aigüe face à la crise nutritionnel dans sept districts sanitaires	ASDAP Mali
Mali	Mobilisation communautaire pour la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cercle de Kolondiéba	WHH
Mali	Soutien au projet de jardinage scolaire dans l'Unité de Programme de Barouéli (Région de Ségou)	FAO

PAYS	TITRE DU PROJET	ORGANISATION
Mali	Projet IEC Nutrition dans 23 villages de l'aire de santé de Dialakoroba dans la commune rurale de Dialakoroba, cercle de Kati, région de Koulikoro	ONG SIA
Mali	Projet d'appui à la prévention et la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère dans le cercle de Yélimané.	Croix Rouge Malienne
Mali	Projet d'intervention nutritionnelle et coupon alimentaire dans le cercle de Diéma/Kayes	SCUK
Mali	Mali PD/Hearth and Food Security Project (PD/ Hearth ou Foyer de deviance positive)	WV
Mali	Prise en charge de la malnutrition à base des produits localement produits (jardinage) dans les foyers de déviance positive	WV
Mali	Appui à la prévention, au dépistage et à la prise en charge de la malnutrition aigüe au niveau communautaire/ Projet intégré WASH in Nut de lutte contre la malnutrition dans le District Sanitaire de Mopti	ACTED
Sénégal	Prévention et prise en charge de la malnutrition chez les enfants dans les régions hautement vulnérables (Nutrition Enfance Sécurité Alimentaire : NESI)	5 agences de l'ONU
Sénégal	Programme Intégré Santé Education Nutrition (PISEN)	FAO
Malawi	Improving Food Security and Nutrition Policies and Programme Outreach	FAO/Ministère de l'agriculture / Ministère de la santé
Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad	ACF Food Security and Livelihoods intervention for 2012 Sahel Crisis	ACF

Le projet est coordonné par :



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

En collaboration avec :



Avec le support de :



Aide humanitaire
et Protection civile

Ce document couvre des activités d'aide humanitaire mises en place avec l'aide financière de l'Union Européenne. Les opinions exprimées ici ne doivent pas être prises, en aucune manière, comme l'opinion officielle de l'Union Européenne, et la Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.